

Le vote est un contre-pouvoir

Océane*

[2024-01-29 Mon 10:34]

Lorsqu'un Président de droite est élu, bien sûr, la droite a gagné, et peut privatiser notre service public à tout-va. Lorsqu'un Président de gauche est élu, il ne change pas grand-chose, peut même se coucher, comme François Hollande, face à des structures de droite de plus en plus pesantes, et les électrices de gauche sont dégoûtées de l'engagement politique, se mettant par exemple à promouvoir l'abstention.

Réduire le militantisme au vote implique bien sûr, dans un premier temps, de réduire la gauche et la droite à des questions de sensibilités personnelles (« pour ou contre le racisme ? »). On voit ainsi des personnes occupant objectivement des postes délétères, par exemple des ingénieurs expatriés dans le cadre de la Françafrique, se dire « de gauche » car n'acceptant pas que l'on parle mal au petit personnel. Cette conception du militantisme fait donc basculer la fenêtre d'Overton vers la droite, puisqu'insulter le petit personnel (par exemple au Nigeria) devient un comportement possible, adossé à la droite même, en tant que conception extensible et sans autre colonne vertébrale que de faire travailler indûment des femmes, des colonisés-es, ou encore des pauvres pour soi.

Surtout, c'est considérer que la finalité du militantisme se réduirait au vote, considérant que nos élu-es feraient la pluie et le beau temps sur l'agenda politique. Ayant été élue en conseil universitaire, je sais que c'est faux, et que sans rapport de force je ne peux pas menacer un conseil où les élu-es étudiant-es sont de toute façon numériquement minoritaires d'une série de blocages ou de deux semaines de grève. Le rapport de force reste à construire dans la rue, par les élu-es sans doute, mais aussi et surtout par les mêmes personnes qui ont tracté pour nous et qui nous ont fait élire. Sans rapport de force, je peux cogérer, je peux faire quelques propositions de bon sens et même, comme la Licorne de Grenoble, faire passer une subvention de 3 000 €/an pour les associations représentatives, ou organiser des soirées gratuites, pour les étudiant-es précaires ; mais je ne peux pas proposer d'amélioration structurelle de nos conditions de travail.

*océane.fr

Lorsqu'un candidat de droite dure est élu, il met à mal les contre-pouvoirs, par exemple Donald Trump a nommé ses sbires à la Cour suprême et ils seront présents à vie, sans recours possible, votant non pas en application de l'esprit de la loi ou dans le respect des institutions démocratiques, mais pour faire passer en force leurs propres opinions (racistes, anti-avortement, *etc.*). L'élection de Donald Trump a été permise par des suppressions de bureaux de votes dans les quartiers les plus pauvres des États contrôlés par le parti des Républicains ; s'ils étaient bleus, Hillary Clinton aurait peut-être été élue. En France, Emmanuel Macron avait tenté de faire passer une réforme constitutionnelle, dont le contenu m'est, pour le moment, inconnu ; si 75 % de l'Assemblée nationale était composée de sièges LREM-LR, cette réforme serait sans doute passée.

L'élection politique ne fait donc pas la pluie et le beau temps, même en ce qui concerne un-e Président-e de la République, qui a des comptes à rendre à des investisseurs privés, à des instances supra-nationales comme l'ONU, *etc.* Au moment où je réécrit ce billet, j'apprends que la pression internationale pour la Palestine a sans doute permis le vote du cessez-le-feu par le Conseil de Sécurité de l'ONU, les États-Unis s'étant abstenus. Je me faisais la réflexion il y a quelques jours qu'envoyer un email à l'un de mes député-es, LR, au sujet de la VSA ne l'avait peut-être pas amené à voter contre, et il avait même voté contre la motion de rejet de la Nupes, mais qu'il avait pu ébranler ses certitudes et l'amener à s'abstenir sur la plupart des votes. Plus encore, faire élire un-e candidat-e de gauche n'amènera pas en soi les jours heureux puisqu'il doit être appuyé par ce que la France compte comme structures de gauche, c'est-à-dire par nos propres organisations, syndicats, associations loi 1901, *etc.* et surtout par nos droits de manifestation et de grève, mais cela lui permet déjà de résister aux structures de droite et donc de réduire leur pression sur les contre-pouvoirs et sur nos vies, qui à défaut de connaître une amélioration substantielle, sans mobilisation politique de notre part, ne connaîtraient pas en France le RSA conditionnel, le SNU, *etc.* Enfin, le succès de nos mobilisations dépend notamment de nos infrastructures de communication, raison pour laquelle nous devons les développer, sur l'internet, avec des logiciels libres – le vote démocratique lui-même dépendant d'une bonne circulation des informations, or nous nous informons généralement sur des médias bourgeois comme TF1 ou comme Twitter, le premier ayant été épinglé pour publicité dissimulée en faveur du second.